

NOS PRISES DE POSITIONS



BUDGET PREVISIONNEL 2016

+3% D'IMPÔTS POUR LA 1ère ANNEE DU MANDAT 2015-2021 ! MERCI LE PS

Et voilà, nous y sommes, première mesure de la présidente socialiste du Département, augmentation des impôts. La Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) va augmenter de 3%. Les contribuables des P-O vont devoir s'acquitter de 7,3 millions d'€ par an pendant 6 ans.

Là où le Département investissait ordinairement pas moins de 110 millions d'€ par an entre 2007 & 2010 ; depuis la présidence MALHERBE, le niveau des investissements globaux départementaux ne cesse de baisser. Pour 2016, l'investissement ne représente plus désormais que 14,3 % du budget principal du Conseil Départemental établi à 630 Millions d'€.

45 M€, c'est le niveau de recours à l'emprunt prévu pour cette année 2016. Là où le loyer de l'argent n'a jamais été aussi peu cher pour mener de véritables politiques de relance de notre économie locale, via le levier de la commande publique ; la gauche joue les timorées face à l'effet booster que pourrait représenter un recours plus important à l'emprunt !

Malheureusement, le Département qui n'a plus de projets, devient un guichet de distribution du RSA. Certes, il faut aider ceux qui en ont besoin mais surtout il faut les aider à trouver le chemin de l'insertion. 133,8 Millions d'€, c'est le NOUVEAU RECORD de dépenses au titre du R.S.A pour notre Département, contre 123,7 millions d'€ budgétisés au B.P de l'année dernière. Soit : 10 millions d'€ supplémentaires de dépenses prévus sur ce seul poste de charge pour le R.S.A !

Il n'y a qu'à regarder le niveau désespérément stable des dépenses programmées d'INSERTION (18 millions d'€ en tout prévus en 2016, fonctionnement & investissement confondus, représentant désormais moins de 15,6 % du volume des allocations versées), au détriment même des allocataires du R.S.A, pour comprendre que sans réel effort d'insertion des bénéficiaires du R.S.A, leur nombre et le coût des allocations servies ne pourront qu'exploser.

A se demander si vous ne le faites pas exprès pour tenir notre Département dans une situation de « misérabilisme avancé » !

Egalité Femme-Homme

Au Département des P-O sur 2077 agents :

- 829 hommes
 - 1248 femmes
- Les donneurs de leçons de gauche et la secrétaire d'Etat féministe sont TRES forts pour faire la morale mais dès qu'il s'agit de se l'appliquer, il n'y a plus grand monde... !**



L'Egalité Hommes – Femmes est loin d'être acquise au sein de l'institution départementale. Les « clichés » y ont même la vie dure :

- * avec une filière technique essentiellement masculine ;
- * une filière administrative & sociale essentiellement féminine.

Quant aux différences salariales, là encore le Département ne déroge pas à la règle :

si ces messieurs sont moins nombreux que ces dames en termes d'effectifs, **seul le personnel féminin de catégorie B de la filière administrative affiche un salaire moyen supérieur à celui des hommes.**

Dans toutes les autres catégories quelle qu'en soit la filière l'égalité salariale n'est pas non plus acquise au bénéfice des hommes et au détriment des femmes.

Baucoup de travail en perspective donc pour rééquilibrer tout cela ! Quand la réalité est plus difficilement applicable que la théorie... On ne fait pas la morale !



Jean CASTEX

Président du groupe des élus de l'opposition au Département des P-O

EDITO

Chères lectrices, Chers lecteurs,

La Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties va augmenter de 3% dans le cadre du budget départemental socialiste. Le montant du RSA, payé par le Département explose, dû au nombre de bénéficiaires en constante augmentation. L'investissement départemental n'est pas à la hauteur de la situation locale alors que l'institution a les moyens de s'endetter sans risquer de se mettre en danger. Voici la triste réalité de notre territoire. Au niveau local nous sommes coincés avec cette gauche pour encore 5 ans... Il devient urgent de se mobiliser pour préparer l'alternance au niveau national, avec une droite crédible, car notre pays va droit dans le mur.

LES ELUS DU GROUPE URDC

10 ans de programmations routières départementales pour quels résultats ?

En 2005, le Conseil Général lançait deux ambitieux programmes d'investissements sur les routes des Pyrénées-Orientales à réaliser en 10 ans, pour plus de 300 millions d'€ :

- 148,4 millions d'€ d'investissements programmés sur les Routes départementales "classiques", auxquels s'ajoutaient
- 158,4 millions d'€ complémentaires programmés pour l'aménagement des « ex-R.N », ex-Routes Nationales transférées par l'Etat à notre Département dans le cadre de l'acte II des lois de décentralisation des années 2004-2005.

10 années plus tard, au 31 décembre 2015, l'heure a sonné et les résultats sont là... affligeants :

- 90,7 millions d'€, restent toujours à exécuter au titre du 1er programme routier départemental : c'est dramatique !
- Et 47,7 millions d'€ d'investissements sont toujours à réaliser sur le volet des Ex-Routes Nationales transférées au Département.

Au cumulé ce sont donc 138 millions d'€ d'investissements qui sont passés à la trappe !

Après ça, inutile à la majorité socialiste à la tête de notre Département depuis 18 ans de venir pavoiser, en donnant des leçons à tout le monde et en expliquant à qui veut l'entendre qu'elle concrétise ses programmes d'investissements à 80 % ! Avec ces 138 millions d'€ inexécutés, c'est comme si la Gauche départementale (Hermeline MALHERBE & Cie) avait rayé d'un trait de plume, TOUT un programme routier complet d'aménagement.

Ce résultat LAMENTABLE est dramatique à double titre : non seulement pour l'aménagement stratégique et l'équipement même de notre Département qui se trouve ainsi pénalisé ; mais encore plus pour notre économie locale et nos emplois induits que la gauche a faites passer à côté de réelles opportunités de dynamisme économique, par le levier de la commande publique.

Pas la peine donc d'avoir annoncé en 2005 autant pour au final avoir réalisé si peu ! Il en sera de même aujourd'hui, des annonces mais pas de faits...

Pire, alors que la mission première du Département est d'assurer précisément des équilibres territoriaux, en particulier à l'appui de la ruralité, c'est précisément le plan théoriquement conçu à la faveur de l'aménagement du réseau routier départemental classique, par distinction aux ex-RN décentralisées, qui a été le moins bien exécuté !

Même le programme routier complémentaire, dédié aux ex-Routes Nationales a totalement laissé pour compte les autres aménagements routiers aussi indispensables que structurants qui auraient dû être réalisés, notamment : **entre Port-Vendres & Cerbère, dont plus de 7,3 millions d'€ restent encore à réaliser sur les 9 millions d'Euros initialement programmés en 2005. Soit, plus de 80 % inexécutés !**

Par son inertie dans l'aménagement routier et équilibré de nos territoires, la Gauche locale porte une très lourde responsabilité dans la désertification de nos territoires ruraux !

Et ça COMtinue encore et encore... c'est que le début d'accord d'accord... NON !

➔ **430 000 € pour une communication inefficace**
Le groupe URDC a évidemment voté CONTRE



La gauche continue sa propagande de communication institutionnelle avec 2 appels d'offres votés lors de la séance publique du 7 mars 2016. Alors que la situation économique locale exigerait de réduire les dépenses superficielles, la gauche décide de dépenser 430 000 € par an pour la conception et la distribution de son magazine l'Accent catalan. Encore une décision déconnectée de la réalité ! Alors que le service communication du Département compte BEAUCOUP de collaborateurs, à priori compétents, la présidente PS décide de ne rien réaliser en « interne » et préfère gaspiller l'argent public. Cela s'appelle la gabegie, non ?

Une gestion moderne du 21ème siècle consisterait à supprimer une fois pour toutes les dépenses hallucinantes de communication superficielle. La logique serait de faire la conception du magazine par les agents du CD66, de diffuser seulement des versions numériques, d'envoyer des versions papiers seulement à ceux qui en font la demande et d'en déposer un nombre restreint dans des points relais comme les mairies.

Ecrivez-nous

Permanence URDC66
34, Bd Georges Clémenceau
66 000 PERPIGNAN

Contactez-nous

Courriel de nos collaborateurs :

- eric.touron@cd66.fr
- jason.onderwater@cd66.fr

Appelez-nous

04 68 92 91 00

Notre actualité



Retrouvez-nous sur
notre page :

« Union Républicaine de la
Droite et du Centre 66 »

**Vous êtes
Président(e)
d'une association ?**

**Déposez une demande
de subvention en ligne**

ou

**Télécharger le dossier
papier sur**

www.pass66.fr

Prochaine Séance Publique du CD66 : le lundi 4 avril 2016 à 9h30